

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 271 8 €
1er au 15 mars 2009

➤ DOSSIER : La French American Foundation (1) (p.1-2)
➤ POLITIQUE : (p.3-4-9)
➤ LOBBIES : (p.5)
➤ DOCUMENT : L'enseignement de la Shoah à l'école primaire (p.6)
➤ DOSSIER : (p.7)
➤ KIOSQUE : (p.10-11)
➤ POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Arnautu M-C....p.4
Baroin F............p.11
Battisti C p.9
Bauer A p.5
Beketch (de) S..p.3
Bertrand X.........p.4
Bruguière J-L ...p.8
Bruni-Sarközy C.p.9
Chauprade A.....p.10
Chavez U..........p.8
Chebel M..........p.5
Copé J-F...........p.3
Dassault O.........p.4
Depardieu G......p.11
Drucker M.........p.11
Elkouby E...........p.9
Ford G p.1
Foucault M p.2
Frêche G...........p.12
Gallois L............p.10
Garcin M p.2
Gergorin J-L.....p.1
Gros D p.10
Guedj N.............p.3
Guigou E p.5
Hallier J-E p.11
Hatchondo R.....p.10
Hayek S p.11
Hen E p.8
Hoffenberg V p.3
Kissinger H p.1
Klarsfeld S p.6
Lang C..............p.3
Lanzmann.........p.6
Laroque M.........p.11
Le Gallou J-Y ...p.10
Le Pen M...........p.4
Loana p.11
Mamère N p.3
Materazzi M......p.12
Montbrial (de) T...p.1
Nabe M-E..........p.10
Niel X p.10
Pinault F-H........p.11
Plenel E.............p.10
Renucci C.........p.6
Roche D p.8
Rockefeller D ...p.2
Roques H...........p.11
Seillière E-A.....p.2
Stern E..............p.3
Veil S................p.6
Venner D...........p.10
Yardeni N p.5

DOSSIER LA FRENCH AMERICAN FOUNDATION(1)

La French American Foundation (FAF) est l'une des fondations américaines les plus puissantes présentes en France. D'une rare discrétion, elle n'a pas attiré l'attention des chercheurs s'intéressant aux relations franco-américaines, malgré son influence majeure, à l'exception de Pierre Hillard (*La Marche irrésistible du Nouvel Ordre Mondial*, F.-X. de Guibert, 2007). À l'origine, elle doit son existence à l'action d'Américains, membres du Council on Foreign Relations, le *think tank* américain où s'élabore la politique américaine, quel que soit le président des États-Unis. Relayant l'action d'organisations très sélectives comme le Bilderberg group ou la Commission trilatérale, la FAF, fondée en 1982 par des personnalités éminentes du monde de la politique, de l'industrie et des affaires, a joué un rôle majeur, ces dernières années, pour le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan ou la vulgarisation du prétendu « réchauffement climatique », convaincant des vertus mondialistes et libérales anglo-saxonnes nombre de futurs ou nouveaux leaders (de droite comme de gauche), les *French Young Leaders*, invités tous frais payés pour des sessions aux États-Unis. Voici une étude détaillée sur ce lobby élitiste peu connu, voué à la défense de l'atlantisme.

Le 12 septembre 2006, **Nicolas Sarközy** s'exprimait devant la French American Foundation à New York. Alors prétendant à l'Élysée, il déclarait vouloir « rebâtir la relation transatlantique […] et favoriser la constitution d'une Europe politique forte et influente sur la scène internationale ».

La French American Foundation tire son origine du système très particulier de sélection des élites s'occupant de politique étrangère aux États-Unis. Cette opération passe de manière essentielle par le Council on Foreign Relations, une organisation regroupant environ 2 000 membres, démocrates comme républicains, qui formeront l'essentiel des cadres de l'administration au pouvoir à la Maison Blanche traitant peu ou prou de la politique étrangère (voir les ouvrages de **Yann Moncomble** sur l'origine du CFR et des organisations mondialistes ainsi que nos dossiers sur le CFR).

EADS France

BNP Paribas
Caisse des Dépôts
[illegible] Foundation
Groupe Arnault

[illegible] Global Asset Management	Sodexo
NYSE Euronext	Thales Raytheon Systems Ltd
[illegible]	Veolia Transport
Accor	[illegible]
Affine	Lagardère
Air Liquide	Merrill Lynch
Banque Transatlantique	Michelin
Cap Gemini	Rothschild & Co.
Dickstein Shapiro	RTE
Fédération Nationale des	SCOR
Caisses d'Epargne	SITA
[illegible]	Sterling Executive Search
GDF SUEZ	Thales
JP Morgan France	Valeo
Lafarge	Vivendi
Air France	JPMorgan Private Bank
AmCham France	Kaye Scholer
AREVA	International Herald Tribune
[illegible]	[illegible]
[illegible]	L'Oréal
Citigroup	Ministère des Affaires étrangères
[illegible]	
Crédit Coopératif	Ministère de la Culture
Crédit Mutuel	La Poste
Ernst & Young	Publicis Groupe
[illegible]	[illegible]
[illegible]	SNCF
Fondation Nationale des	[illegible]
Sciences Politiques	Starwood Capital
Groupe Galeries Lafayette	U.S. Embassy in France

Voici les financiers de la French American Foundation (liste 2008)

À partir du début des années 1970, le CFR a multiplié les liens, les suscitant bien souvent, avec des fondations étrangères de relations internationales. Par exemple, en France, le Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay (lancé principalement et dirigé, de 1973 à 1984, par **Jean-Louis Gergorin** et **Thierry de Montbrial**) ou l'Institut français des relations internationales du même Thierry de Montbrial, par ailleurs pilier de la Commission trilatérale. On y trouve aussi des personnages un peu oubliés aujourd'hui comme **Olivier Chevrillon**, cofondateur du *Point*, et **Pierre Jouven**, PDG de Pechiney.

Le lancement a été effectué aux États-Unis d'abord, en mai 1976, lors d'un dîner à l'ambassade de France à Washington auquel participait le président de la République **Valéry Giscard d'Estaing**, le président américain **Gérald Ford** et l'inévitable **Henry Kissinger**, véritable cerveau initial de la Commission trilatérale.

(Suite page 2)


SHOUT
SHARE
IT

DOSSIER

(Suite de la page 1)

Il y fut décidé de créer une fondation destinée à renforcer les liens atlantistes, avec deux sièges, l'un à New York, l'autre à Paris. Les statuts précisent : « L'objectif de la FAF est de renforcer la relation franco-américaine considérée comme un élément du partenariat transatlantique. » Dès l'origine, la FAF dispose de fonds importants avec de très généreux donateurs comme **David Rockefeller**, l'un des présidents du CFR et le patron de la Commission trilatérale, **Franck Carlucci**, ancien président du groupe Carlyle (fonds d'investissement colossal où sont présents les **Bush**), ancien secrétaire adjoint de la CIA, ancien secrétaire d'État à la défense du président **Reagan**, **John Negroponte**, directeur du renseignement durant l'ère **Bush** Junior, ancien président du FAF américain, l'ancien ambassadeur américain en France et associé-gérant de la Banque Lazard, **Félix Rohatyn**, l'ancien ambassadeur de France à Washington **François Bujon de L'Estang** ou encore **Ernest-Antoine Seillière**, ancien président du Medef et de l'Unice (qui regroupe les associations patronales européennes).



Une partie de l'impressionnant programme de la French American Foundation pour l'année 2009. Le seul intitulé de ces actions de propagande comprend 5 pages pleines… La plupart des participants à ces colloques, débats ou conférences (comme par exemple à la Fnac, à L'Oréal) ignorent sans doute en général qu'il s'agit d'actions de propagande atlantiste et mondialiste.

La clé du système d'influence de la FAF est sa capacité à recruter des personnes appelées à occuper de hautes fonctions par la suite, les *French Young Leaders*, donc de former à l'idéologie atlantiste un grand nombre d'élites françaises, qu'elles soient de droite ou de gauche, de manière à faire de la question essentielle de l'atlantisme… une question qui ne se pose plus, cette théorie géopolitique étant devenue une évidence pour eux au lieu de constituer une alternative avec d'autres systèmes idéologiques (en particulier, l'Europe comme puissance impériale et pivot de l'axe du monde). On y trouve, comme on le verra par la suite de supposés souverainistes comme **Nicolas Dupont-Aignan**, des socialistes comme **Arnaud Montebourg** ou encore le responsable de la communication de la campagne présidentielle de **José Bové**, **Bernard Loche**.

Avant d'aller plus loin, examinons la structure organisationnelle de la FAF.

Le Directoire de la FAF.

Après **Pierre Jouven**, ancien président de Pechiney, qui dirigea la FAF jusqu'en 1982 (lui succéderont **Marceau Long**, **Jean Dromer**, **Michel Jaoui**), le président depuis 1997 est une personnalité aussi discrète qu'influente, **Michel-Ivan Garcin** (dit **Michel Garcin**). Né le 7 juin 1945, ce diplômé de Sciences-Po Paris et du New York Institute of Finance, titulaire d'un certificat de gestion financière de l'université de New York, a été directeur de l'Association de formation des cadres au Cameroun, responsable de la division *Business Development* de la Société générale à New York (1970-1971), responsable du département *Corporate Development* de la BNP à New York (1971-1975), secrétaire général de Lip (1975-1977), PDG de diverses sociétés en Franche-Comté et de diverses entreprises de capital-risque. En fait, nombre de ses interlocuteurs doivent l'ignorer, Michel Garcin s'est occupé de Lip durant sa période « révolutionnaire », c'est-à-dire quand le gratin du gauchisme français se retrouvait chaque week-end à Besançon. Il sera donc secrétaire général de la Compagnie européenne d'horlogerie, membre du directoire de la Scop des Industries de Palente (1977-1983), etc. On le retrouvera même comme conseiller municipal socialiste de Besançon de 1977 à 1983. Président du comité français de la FAF de 1997 à 2003 et président du comité directeur de la FAF depuis lors, il est également chargé de cours à Sciences-Po Paris et a été professeur associé à l'université de Cergy (2000-2008).

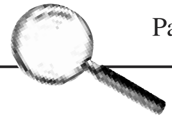
À ses côtés, **Patricia Moulin Lemoine**, vice-présidente. Diplômée de Sciences-Po Paris et licenciée en droit, cette avocate depuis 1972 a été chargée de cours aux Assurances générales de France (1977-1994), assistante en droit social à Paris VIII (1985-1992). Administrateur de sociétés et membre du conseil de surveillance des Galeries Lafayette, elle a participé à l'ouvrage collectif du sociologue d'extrême gauche **Michel Foucault**, *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, mon frère et ma sœur*.

Le trésorier est **Aymard de Lastours**, diplômé de l'Essec et de la Harvard Business School. Ayant débuté en Afrique occidentale, comme directeur de la Socomi, il a été secrétaire général puis directeur financier d'Eurafrep (Banque Lazard), avant de rejoindre le groupe Pechiney (Australie, Asie-Pacifique, mines de bauxite, production d'aluminium, etc.) , dont il deviendra directeur en 1985. Il est administrateur de multiples sociétés et sera président du conseil de surveillance de Nutreco France Holding jusqu'en 1998.

La secrétaire générale de la FAF de 1992 à 1994 puis directrice générale jusqu'en 2002, aujourd'hui seulement membre du directoire, est **Nicole Choffel**, ancienne directrice de la communication de Foncier Conseil (filiale de la Compagnie générale des eaux, devenue Vivendi) de 1980 à 1991, elle a été également responsable de la communication de la Sonacotra (1972-1980) et journaliste à *La Vie française* (1954-1960). Elle est diplômée de Sciences-Po Paris, de la London School of Economics (1953-1954) et docteur en gestion (Dauphine).

S'y ajoutent **Charlotte Dennery** et **Vivien de Gunzburg**. Ce dernier est le fils du banquier **Pierre de Gunzburg**, qui a effectué l'essentiel de sa carrière chez Alcan, et fut responsable de la FAF dans les années 70-80. Titulaire d'une double nationalité franco-belge, Vivien de Gunzburg, diplômé de l'Elsca et de l'ISG, est le fondateur de Findercod, société spécialisée dans le conseil financier (*corporate finance*, *asset management*). Il a également participé à la création, en 2002, de la société de fusions-acquisitions Stephens Financial Group. Il a également appartenu à la Banque Lazard à New York et participa à la création de Rohatyn Associates (lancée par **Félix Rohatyn**, bienfaiteur de la FAF). Précédemment, il avait été analyste à la Republic New York Corporation (groupe **Safra**) à New York, chez Sanofi Beauté à Barcelone, à la Société générale (Madrid et Hong-Kong), avant de rejoindre, en 1997, Rothschild & Cie comme analyste financier (fusions-acquisitions). Il appartient au cercle très sélectif The Travellers.

(*la suite au prochain numéro*).



POLITIQUE

► À nos abonnés. 1) Nous envisageons, comme l'année dernière, d'organiser, à Paris, un grand déjeuner d'amitié française des abonnés de *Faits & Documents*. La date retenue sera sans doute le samedi 13 juin (veille de la Fête du livre de Radio Courtoisie). Merci de nous indiquer rapidement si vous êtes intéressés afin de pouvoir réserver un lieu suffisant pour vous accueillir tous. 2) Nous vous rappelons notre dîner avec **Jean-Paul Chayrigues de Olmetta**, le « marquis de **Serge de Beketch** », le mardi 10 mars aux *Ronchons* (réservation au 01 46 34 50 99).

► Nombre de députés (**Jean-François Copé**, **Dominique de Villepin**, etc.) ont pris l'habitude de se faire nommer avocat par le biais d'un décret méconnu de 1991. Sont normalement concernées les personnes pouvant justifier d'une expérience juridique professionnelle (anciens magistrats, anciens avoués, mandataires judiciaires, etc.). L'extension, jamais définie comme telle, aux députés commence à faire désordre. Et un recours a été déposé le 19 février contre la nomination de… **Noël Mamère**, inscrit au barreau depuis 2008. En l'occurrence, les plaignants ont de bonnes chances de gagner, la procédure minimale n'ayant même pas été respectée : la décision du conseil de l'ordre doit être soumise au parquet par lettre avec accusé de réception, à charge pour le ministère public de faire appel ou non de la dérogation. Or, la nomination du député écologiste n'a fait l'objet d'aucun courrier.

► Représentante de l'American Jewish Committee à Paris, **Valérie Hoffenberg**, amie de **Nicolas Sarközy**, pourrait occuper la troisième place sur la liste UMP aux élections européennes en Ile-de-France, derrière le tandem **Michel Barnier-Rachida Dati**. Elle est en concurrence avec **Nicole Guedj**, obscure ex-secrétaire d'État à la Construction des prisons et membre du comité directeur du Crif.

► Nouveaux départs au Front national. Quatre des six élus de Haute-Normandie (**Gilles Arnaud**, **Sylvie Collet**, **Sonia Richeton** et **Yves Robert**) rallient **Carl Lang**. Il en est de même de **Thibault du Réau**, tête de liste FN aux élections municipales à Libourne (Gironde) qui, rejoint le Bloc identitaire, du conseiller régional de Picardie **Thomas Joly** et de **Jacques Dautrême**, conseiller régional du Centre et figure historique du FN à Dreux depuis 1983, qui optent pour Carl Lang. Ce dernier a lancé, le 23 février, son propre mouvement, le Parti de la France. À la conférence de presse de lancement, étaient présents ses principaux soutiens, parmi lesquels **Bernard Antony**, président de Chrétienté-Solidarité.

► Dans notre précédent numéro, nous dressions le portrait détaillé de **François Pérol**, conseiller économique de **Nicolas Sarközy**, soulignant son rôle majeur dans l'économie française. À la suite de la fusion des Caisses d'épargne et des Banques populaires (toutes les deux dans le rouge à la suite de la quasi-faillite de leur filiale commune, Natixis) décidée par le président de la République, cet inspecteur général des Finances va prendre la tête de ce qui sera la deuxième banque française.

► La Cour d'appel de Nanterre a condamné, le 10 février, le Front national à verser 6,7 millions d'euros à son imprimeur **Fernand Le Rachinel**. Ce qui devrait entraîner une vente accélérée du Paquebot, bien qu'une offre de 11 millions d'euros ait été repoussée il y a peu.

► Grosse surprise à Genève, où, contre toute attente, la chambre d'accusation a estimé, le 10 février, que **Cécile Brossard** ne serait pas poursuivie pour assassinat, la charge la plus lourde, mais pour meurtre (5 à 20 ans de prison maximum), avec une responsabilité « très légèrement diminuée » selon l'expert psychiatrique. Lors d'une cérémonie sado-masochiste, elle avait abattu de quatre balles de revolver son amant, le banquier milliardaire **Edouard Stern**. Il semble que la famille de la victime ne désire pas que soit exhibé au procès des centaines d'enregistrements sado-masochistes méticuleusement conservés par Cécile Brossard durant plus d'une décennie.

La Médaille de la Famille française, décernée par le secrétariat d'État à la Famille, a sans doute vécu. Créée en 1920, elle est censée honorer les familles françaises les plus nombreuses. Un décret, à l'étude auprès du Conseil d'État, prévoit qu'il ne sera plus désormais obligatoire, ni d'être marié, ni d'être français. À cette occasion, **Nicolas Sarközy**, dans son entreprise de démolition des cadres familiaux, en a profité pour annoncer, d'ici fin mars, le dépôt d'un projet de loi créant un « statut du beau-parent » pour « reconnaître les droits et devoirs des adultes qui élèvent des enfants qui ne sont pas les leurs » et plus largement « des tiers qui vivent au domicile d'enfants dont ils ne sont pas les parents ».

Soutenue par la mairie (qui compte 200 000 musulmans), dirigée par **Jean-Claude Gaudin**, et le président PS du conseil général des Bouches-du-Rhône **Jean-Noël Guérini**, la mosquée de Marseille sera la plus grande de France lors de son inauguration, prévue au second semestre 2011. D'un coût de 9 millions d'euros, elle comprendra une mosquée de 2 500 m² pour 4 000 fidèles, une école coranique pour 120 élèves, un restaurant *hallal* de 230 couverts, une bibliothèque pour 150 personnes, une librairie pour 130 personnes, un parking souterrain de 250 véhicules. Le tout sur un terrain de 6 500 m² fourni par la mairie.

► L'ex-Premier ministre PS **Michel Rocard**, qui a annoncé qu'il allait se retirer de la vie politique, pourrait être prochainement nommé, par le ministre des Affaires étrangères **Bernard Kouchner**, ambassadeur itinérant pour les pôles (Arctique, Antarctique).

► Selon le cabinet conseil Solis, qui a travaillé à partir des bases Insee et Ined, la France comptait, au 1er janvier 2009, 5,5 millions de personnes originaires de l'Afrique, de Turquie et des Dom-Tom. Un chiffre cumulant la première génération de migrants et leurs enfants nés en France métropolitaine. Les Marocains représentent 22,6% de cette population totale (soit 1 225 000 personnes). Les Maghrébins constituent la première communauté d'origine étrangère avec 3 264 000 individus, soit 58,9%.

POLITIQUE

▶ **Ramon Fernandez**, ancien directeur de cabinet de **Xavier Bertrand**, devient chef du service du financement de l'économie, à la direction générale du Trésor et de la politique économique. Ce brillant énarque, gendre de **Jacques Lesourne**, ancien directeur du *Monde*, est le fils de l'académicien **Dominique Fernandez** et donc le petit-fils de l'écrivain **Ramon Fernandez**, fasciste et collaborateur (auquel son fils vient de consacrer une très belle biographie, *Ramon*, chez Grasset).

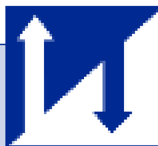
▶ Conseiller régional d'Ile-de-France, **Marie-Christine Arnautu** succède à **Marine Le Pen** comme présidente du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France (neuf membres contre quinze précédemment).

▶ Le Mouvement pour la France de **Philippe de Villiers** fera liste commune aux élections européennes avec le mouvement Chasse Pêche Nature Traditions de **Frédéric Nihous**. Ce dernier conduira la liste dans le Nord-Ouest et son prédécesseur, **Jean Saint-Josse**, devrait conduire la liste dans le Sud-Ouest.

▶ Le député UMP de l'Oise **Olivier Dassault**, président du conseil de surveillance du groupe Valmonde (*Valeurs actuelles*, *Le Spectacle du monde*), vient de se remarier avec **Natacha Nikolajevic**, gérant de l'agence Axe et cible communication.

▶ Tout comme la Halde, la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes) se judiciarise : sa nouvelle secrétaire générale, **Amélie Cladière**, 46 ans, était jusqu'alors vice-procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Paris.

EN HAUSSE



EN BAISSE

■ **Edmond Jouve**. Cet universitaire tiers-mondiste et de gauche a apporté un très chaleureux soutien au géopolitologue Aymeric Chauprade (limogé arbitrairement du Collège inter-armées de défense par Hervé Morin, cf *F&D* 270), qui avait été l'un de ses étudiants au DEA de droit de l'économie internationale et du développement, ne tarissant pas d'éloges sur lui. « Je voudrais dire à Aymeric que je suis désolé de ce qui lui arrive et que je lui garde mon amitié. De grâce, qu'on nous laisse travailler en toute liberté ! Qu'on laisse se développer le débat. Qu'on ne condamne pas a priori. N'en déplaise à notre ministre, le métier de chercheur est rude. Surtout si l'on veut explorer "les chemins des temps nouveaux". Cher Aymeric, reprenez votre besace et continuez. La communauté scientifique a besoin de vous ! »

Philippe Folliot. Au cours de la discussion sur le projet de loi de mobilisation pour le logement, ce député Nouveau Centre du Tarn a demandé une suspension de séance pour réunir son groupe. Un simple prétexte puisqu'il en a profité pour s'entretenir avec les lobbyistes du logement présents dans les tribunes et leur demander ce qu'il devait faire…

Didier Vinolas. « Témoin surprise » du procès Colonna pour déstabiliser le tribunal, l'assassin du préfet Claude Erignac, cet ancien policier a des liens plus qu'étroits avec la gauche. Il a notamment partagé son bureau, en 1990, avec l'ancien député PS Jean-Hugues Colonna, le père d'Yvan, et est actuellement directeur général des services de la mairie du XVIIIe, dirigée par l'ancien ministre de l'Intérieur Daniel Vaillant.

▶ Rectificatif. C'est bien entendu **Jean-Michel Dubois** qui conduit la liste européenne FN aux élections européennes en Ile-de-France et non **Marine Le Pen** qui, elle, conduit la liste dans le Nord (*F&D* 270).

▶ À bon entendeur… « Le troisième champ d'action concerne la gouvernance mondiale. Pendant des décennies, l'autorégulation a été célébrée dans les milieux dirigeants comme une grande idée. C'est en réalité une grande tromperie. Une gouvernance mondiale est indispensable et l'institution la mieux outillée pour l'assurer est le Fonds monétaire international (NDA : dirigé par **Dominique Strauss-Kahn**). Reconnaissons-lui ce rôle, avec les moyens de le remplir. Là-dessus, il semble qu'il y ait en France un consensus possible. Mais cela suppose que les États les plus puissants du monde, à commencer par les États-Unis et la Chine, acceptent eux aussi une approche réellement multilatérale. La France doit la proposer, d'abord à nos partenaires européens, puis à tous. » Dixit **Laurent Fabius** (*Le Monde*, 9 février).

▶ Après **Roger Karoutchi**, un autre secrétaire d'État, actuellement très en vue, pourrait faire son « outing » et révéler ses penchants homosexuels (il vit avec son chargé de mission).

▶ **Jean-Pierre Mercier**, 40 ans, est la tête de liste de Lutte ouvrière pour les élections européennes en Ile-de-France. Fils d'un militant communiste, aujourd'hui au Parti socialiste, il est délégué syndical adjoint de PSA à Aulnay. Sa compagne, professeur d'histoire-géographie, milite également à Lutte ouvrière (c'est là qu'ils se sont rencontrés).

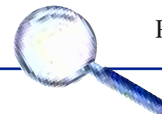
✸ Dans *Le Figaro Magazine* (7 février 2009), **Michèle Alliot-Marie** explique doctement qu'elle est née à Saint-Jean-de-Luz. « Ma famille, c'est

> **Vous êtes basque…**
> Je suis née à Saint-Jean-de-Luz. Ma famille, c'est le rugby, du fait du terroir et de mon enfance. Petite fille, à la maison, je rencontrais les grands noms du rugby qui venaient dîner, j'écoutais dans un coin.

le rugby. » Il suffit de consulter le *Who's Who* pour apprendre que le ministre de l'Intérieur est née… à Paris.

▶ Président du groupe UMP au conseil général des Hauts-de-Seine, **Jean Sarközy**, 22 ans, n'en est pas moins toujours étudiant. Il a très discrètement passé une épreuve écrite de droit civil, le 6 février, dans une annexe de la Sorbonne où il est inscrit en deuxième année de droit. Il bénéficie du contrôle final, un statut dérogatoire qui lui permet d'être dispensé des cours à l'année.

▶ Licencié l'année dernière comme permanent politique de la Ligue communiste révolutionnaire, **Christian Picquet**, principal opposant à la ligne **Krivine-Besancenot** (tendance Unir : environ un quart des voix), n'a même pas été repris dans les instances du Nouveau Parti anticapitaliste.



LOBBIES

► **Ramiro Riera**, inspecteur général de l'administration, devient chef du service de l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur par intérim. Ce haut fonctionnaire, aussi influent que discret, est président du Club La Reynie, la fraternelle maçonnique du ministère de l'Intérieur (plus de la moitié des commissaires de police sont membres d'obédiences maçonniques).

► Cela nous avait échappé. Pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, les responsables des principales obédiences françaises, plus **Alain Bauer**, ancien Grand Maître du GODF, ont été reçus le 22 janvier à l'Élysée par Nicolas Sarközy afin que ce dernier leur présente ses vœux.

► L'influente association islamiste indonésienne FUU, qui regroupe nombre de dirigeants conservateurs, vient de lancer une campagne pour obtenir l'interdiction du Rotary Club et du Lion's Club qu'elle considère comme « partie prenante de la conspiration sioniste ».

► **Nathalie Kosciusko-Morizet**, alors encore secrétaire d'Etat UMP à l'Écologie (aujourd'hui secrétaire d'État à la Prospective) , était, le 13 janvier, l'invitée d'honneur de la fraternelle maçonnique Dialogue & Démocratie française. Le 11 février, c'était au tour de **Roger Chudeau**, directeur de l'encadrement aux ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Dialogue Démocratie Française

La lettre de D&DF

Publication mensuelle diffusée par e-mail à 2000 exemplaires- N°31 - Janvier 2009

Du « Grenelle de l'Environnement » au grand « Rendez-vous de Copenhague »

Réception de Mme. Nathalie Kosciusko-Morizet

Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie

Mardi 13 Janvier 2009 au Cercle Républicain

Le lendemain matin Nathalie Kosciusko-Morizet a été nommée Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre Chargée de la Prospective et du Développement de l'Économie Numérique

Soirée organisée par DDF en collaboration avec la Fraternelle EVH présidée par Catherine Rosen

► Comme nous l'avions prévu (*F&D* 269), plusieurs anciens membres du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, qui s'étaient étonnés de la gestion de la Sogofim, la filiale immobilière du GODF, viennent d'être réintégrés au sein de cette obédience dont ils avaient été exclus, en décembre 2008, par la chambre suprême de justice maçonnique, à la suite de leur plainte déposée devant la justice civile. Le GODF est condamné à 1000 euros d'amende et à 300 euros par jour de retard de réintégration. Sont concernés **Hugues Le Forestier** (ancien membre du Conseil de l'Ordre, propriétaire du cabaret *Le Caveau de la République*), **Gérard Papallardo** (ancien Grand Maître par intérim en 2005), **Jean-Pierre Poret**, **Thierry Primey** et **Guy Worms** (ancien membre du Conseil de l'Ordre, ancien conseiller de **Pierre Bérégovoy**).

► Auteur de nombreux ouvrages, le sociologue et islamologue **Malek Chebel** était l'invité de la Grande Loge de France, le 30 janvier, pour évoquer « la diversité de l'islam ».

► La Grande Loge féminine de France organise un important colloque, le 8 mars, consacré à *Femmes franc-maçonnes : destin et avenir*. Parmi les oratrices figurent l'ancienne Grande Maîtresse **Marie-France Picart**, membre de la Halde, l'ancien ministre socialiste **Yvette Roudy**, **Réjane Sénac**, chercheur au CNRS et auteur du *Que sais-je?* sur *La Parité*, **Martine Roure**, vice-présidente socialiste du Parlement européen, **Catherine Kintzler**, professeur à l'université de Lille III et auteur de *Qu'est-ce que la laïcité?*, **Micheline Le Coniac**, médecin, l'ancien Garde des Sceaux socialiste et député **Elisabeth Guigou**, **Danièle Jourdain**, inspecteur général des Affaires sociales, **Janine Mossuz-Lavau**, directeur de recherches au Cevipof.

► Le 17 février, des parlementaires de nombreux pays se sont réunis au *Lancaster House* (Londres) pour le premier sommet international contre l'antisémitisme, à l'initiative de la Parliamentary Coalition for Combating Anti-Semitism. Le but : renforcer et coordonner la législation contre l'antisémitisme dans le monde. La France était notamment représentée par **Nicole Yardeni**, présidente du Crif-Toulouse-Midi-Pyrénées et membre du comité directeur du Crif.

► **Shuki Yamir**, 30e Grand Maître de la Grande Loge de l'État d'Israël, a été installé, le 4 février, à Tel-Aviv. Regroupant 1 152 frères, répartis dans 57 loges, cette obédience a été consacrée le 20 octobre 1953 à Jérusalem (avec siège à Tel-Aviv).

✸ Intéressant procès en cours à Montpellier (jugement le 18 mars) : le mensuel local *L'Agglorieuse* avait publié divers documents concernant **Alain Manville**, directeur du CHU de Montpellier, dont une correspondance maçonnique de l'intéressé, à la suite d'une plainte en diffamation de ce dernier pour un précédent article le mettant en cause. Le directeur du CHU a donc porté plainte pour violation du secret des correspondances, mais le procureur a demandé la relaxe du journal.

DOCUMENT

L'Enseignement de la Shoah à l'école primaire

On se souvient peut-être de l'étrange idée de Nicolas Sarközy au début de l'année dernière : faire porter la mémoire d'un enfant juif à chaque petit écolier français de CM2. Le tollé, en raison notamment des conséquences psychologiques possibles, avait été tel qu'on aurait pu croire que le dossier était enterré. Il n'en est rien puisque le ministère de l'Éducation nationale vient de publier à l'usage des instituteurs un manuel intitulé *Mémoire et histoire de la shoah à l'école*, dirigé par Hélène Waysbord-Loing, présidente de l'association de la Maison des enfants d'Izieu, Claude Renucci et Sarah Zylberberg, avec des textes notamment de Simone Veil et Serge Klarsfeld. Voici quelques extraits du manuel que Serge Klarsfeld définit, pratiquant avec brio la langue de bois, comme une « mission pédagogique exaltante et féconde […] qui s'inscrit dans une démarche résolument citoyenne ».

1) L'introduction de Serge Klarsfeld.

Chers amis enseignants,

C'est une tâche passionnante qui vous incombe de transmettre aux élèves de CM2 la mémoire des 11 400 enfants juifs déportés de France.

Il s'agit à la fois d'une initiation à l'histoire qui porte sur une période exceptionnellement dramatique et d'une œuvre de vie qui permettra à ces enfants disparus d'échapper à l'oubli et de redevenir des sujets actifs de l'histoire.

Un très long travail de recherches dans de nombreuses archives m'a aidé à identifier tous ces enfants et à restituer à chacun d'entre eux son état civil et l'adresse où il fut arrêté ; j'ai fait connaître également les visages de 4 000 d'entre eux. Je suis conscient de la charge émotionnelle que représente le bref et tragique destin de chacun de ces enfants ; mais elle n'a rien de morbide et elle aidera certainement les élèves au cours de leur existence à faire des choix décisifs et à respecter la dignité de la personne humaine quelle que soit son origine.

À partir des données précises que nous avons établies, beaucoup d'enseignants ont déjà entrepris dans leurs classes de remarquables travaux en coopération avec les diverses associations concernées par ce devoir de mémoire. Dans les villages, les bourgs et les petites villes, les élèves se souviendront des enfants qui vivaient comme eux dans le même cadre de vie, dans les mêmes lieux ou le même département. Dans les grandes villes, ils verront que tel enfant habitait la même rue ou le même quartier. Au terme d'un travail collectif, non seulement chaque élève se souviendra d'un ou de plusieurs enfants juifs, mais aussi du contexte historique qui a conduit cet enfant et sa famille à être victimes d'un crime contre l'humanité. Ils apprendront aussi ce fait exceptionnel dans l'Europe de la Shoah que 60 000 enfants juifs, 85 % de tous les enfants juifs en France, ont échappé à la déportation, grâce surtout à la population française qui a aidé activement les familles et organisations juives à cacher les enfants et qui a réussi à faire pression sur le gouvernement de Vichy pour freiner sa coopération policière avec la Gestapo.

Il s'agit d'une mission pédagogique exaltante et féconde, qui s'inscrit avec votre indispensable concours dans une démarche résolument citoyenne.

Serge Klarsfeld.

2) La méthode (appelée « démarche pédagogique »).

Axes thématiques	Objectifs : sensibiliser, connaître et comprendre	Contenus : les faits, le droit, la culture	Démarches	Vocabulaire et notions
I) Un enseignement pour connaître et comprendre l'extermination				
Un crime contre l'homme	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Un processus de déshumanisation et un crime de masse	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Le principe d'humanité face au crime	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
II) Un enseignement pour reconnaître et s'engager				
L'œuvre de justice et de mémoire	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
La reconstruction de l'Europe et du monde sur des valeurs universelles	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

3) Les buts (tels que définis par Claude Lanzmann).

Une pédagogie ouverte

Ouvrir sur la vie

La parole du témoin est, avec le récit authentifié de l'histoire, le rempart de la vérité et de la raison contre le mensonge organisé. Le témoin parle de ce qu'il a vécu, cette parole est capitale.

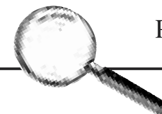
> Les témoins sont généralement attachés à ce que leur mémoire porte un message de fraternité, et que leur expérience de mort soit pour les générations actuelles une espérance de vie.

Ouvrir les regards sur le monde

S'il est possible de conjuguer une éducation au jugement inhérente à toute leçon d'histoire avec une éducation à l'éveil critique sur le monde environnant, la vigilance contre les retours possibles de la barbarie ne saurait se réduire à cette seule somme de connaissances et de conscience critique patiemment édifiée, que l'on nomme culture ; il faut de surcroît penser autrement l'autre et l'ailleurs, et appréhender la diversité culturelle comme l'essence même de l'humanité. Une éducation ouverte sur le monde, sur l'autre et l'ailleurs est un des meilleurs remparts contre les préjugés et le racisme.

Ouvrir sur les destinées personnelles

La découverte de l'extermination de masse à l'école primaire ne présuppose pas la vision de documents et la médiation par l'image de la découverte de l'horreur des camps. Ces images pourraient heurter de jeunes élèves et affecter durablement leur sensibilité. Au-delà de ce risque, il convient de prendre la mesure que la représentation du crime, de la Shoah, contient la possibilité

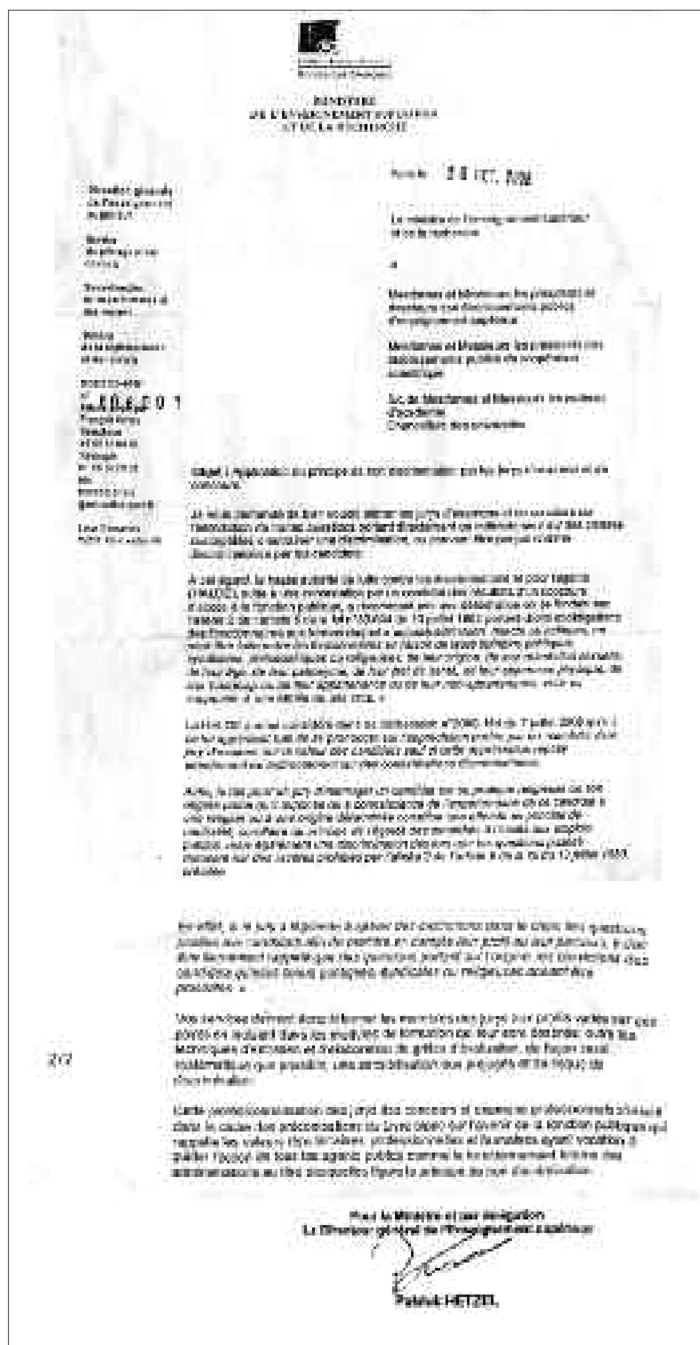


DOCUMENT

La Halde pèse sur les jurys d'embauche

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche a été obligé d'envoyer un courrier aux directeurs d'académies et d'universités sous la pression de la Halde, la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, qui a décidé, à la suite d'une plainte déposée auprès de ses services, qu'il était désormais interdit aux jurys d'embauche pour les concours d'entrée dans la Fonction publique de poser un certain nombre de questions aux candidats entendus. Il est donc désormais par exemple interdit d'interroger un futur fonctionnaire sur sa pratique religieuse, ce qui serait une « atteinte au principe de neutralité », de même qu'on ne doit plus lui parler de politique ou d'engagement syndical.

Tout cela, « bien évidemment », comme l'assure le « politiquement correct », avec l'obligation de « prendre en compte le profil ou le parcours » des candidats. On suppose donc qu'un jour, il sera interdit de demander le prénom et le nom d'un candidat car cela peut entraîner une discrimination…

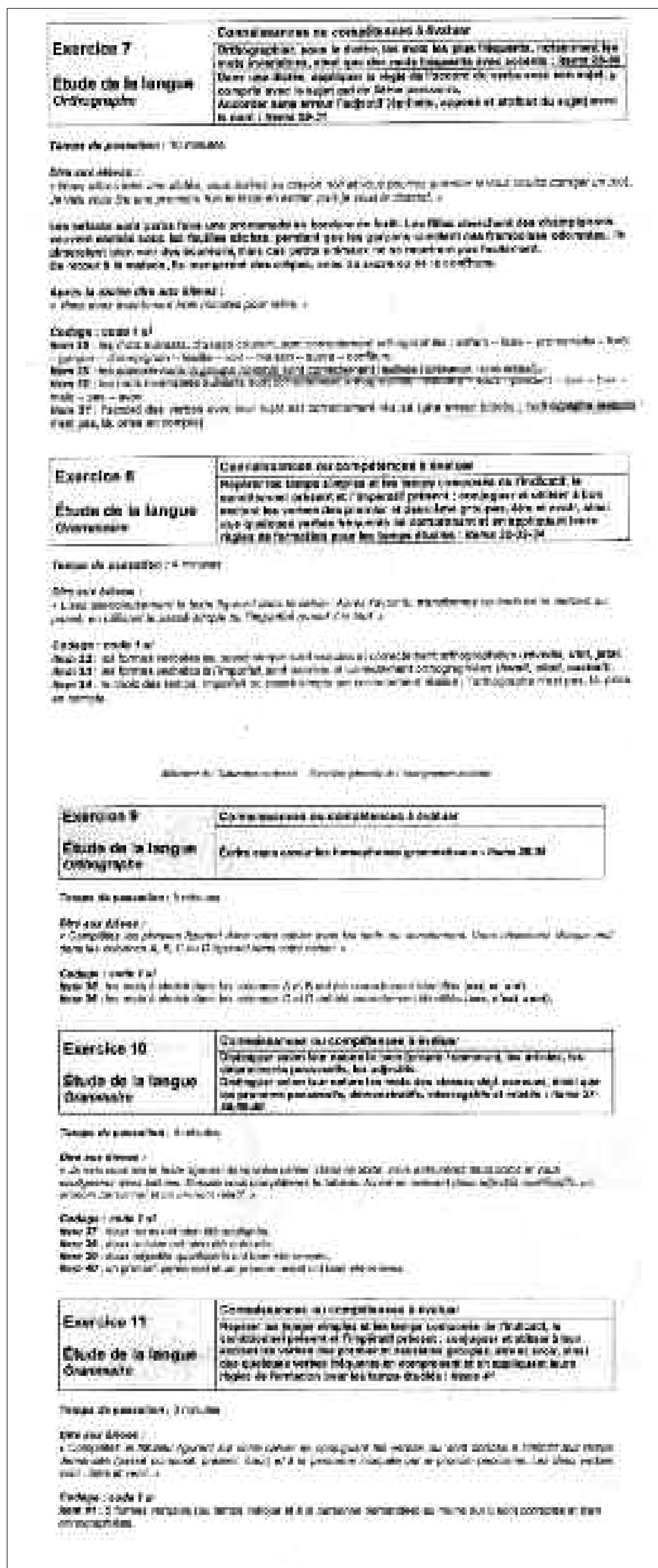


Pour la Ministre et par délégation

Patrick HETZEL

Orthographe et grammaire

À plusieurs reprises, nous vous avons informés de la baisse des exigences scolaires en matière d'orthographe et de grammaire. Conséquence : l'affaiblissement général de l'écriture des Français. Ci-dessous, un document exceptionnel, introuvable et inaccessible aux parents. Il s'agit d'un manuel de notation interne à l'usage des enseignants de CM2, juste avant la 6e, édité par le ministère de l'Éducation nationale. Il suffit de lire ces deux pages pour comprendre pourquoi vos enfants sont illettrés…



Exercice 7

Étude de la langue

Orthographe

ÉTRANGER



Irlande

Sous la pression de l'Union européenne et du Fine Gael, le principal parti d'opposition, l'Irlande a décidé d'organiser un second référendum sur le Traité de Lisbonne. Il se déroulera probablement en octobre vient d'indiquer le ministre irlandais des Affaires européennes **Dick Roche**. Opportunément, un sondage donne le « oui » gagnant alors que 54 % des Irlandais avaient voté « non » la dernière fois.

Enterrement de première classe pour « l'affaire Swift »

En juin 2006, la presse américaine révélait, malgré les pressions de la Maison Blanche, que la CIA avait mis au point un programme informatique clandestin de contrôle à grande échelle des transactions bancaires opérées par des millions d'Américains et d'étrangers dans le monde. Le Département d'État avait été alors forcé d'admettre l'existence du programme clandestin, le justifiant sans vergogne par la sacro-sainte « lutte contre le terrorisme international ». L'opération avait été rendue possible par l'infiltration, acceptée ou non (les avis diffèrent), d'une société installée dans la banlieue de Bruxelles, Swift,qui gère le réseau sécurisé utilisé par pas moins de 8 000 établissements bancaires (6 000 milliards de dollars par jour…). L'Union européenne avait alors exigé un contrôle sur l'utilisation des données obtenues ainsi illégalement. Les États-Unis avaient fini par accepter, après avoir refusé plusieurs candidats, la nomination de l'ancien juge anti-terroriste **Jean-Louis Bruguière**. Ce dernier a finalement présenté son premier rapport devant le Comité des libertés civiles du Parlement européen. Ce rapport n'a pas été rendu public et l'audition s'est faite à huis clos, les services américains jugeant secrètes certains éléments collectés. À la surprise générale, le rapport absout le Trésor américain, l'ancien juge (et candidat UMP aux élections législatives de 2007) estimant que ce dernier n'a extrait que les informations nécessaires et détruit les renseignements non utiles, ce qui suppose que les services secrets américains n'en ont pas profité, comme ils le font d'habitude, pour se livrer, au passage, à de l'espionnage économique. « Notre partenariat avec Washington a atteint, dans le domaine du financement du terrorisme, au moins, un niveau satisfaisant » a bien voulu conclure le commissaire européen chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité, le Français **Jacques Barrot**. La messe est dite et l'affaire enterrée.

Bernard Madoff

Les Américains s'interrogent de plus en plus sur les incroyables protections dont bénéficie toujours **Bernard Madoff**, responsable de la plus grande escroquerie à Wall Street (50 milliards de dollars) : toujours en liberté après le versement d'une caution minime quant aux sommes détournées, reconnu coupable d'avoir détourné préalablement à son interpellation au moins 15 millions de dollars, Madoff n'est toujours pas officiellement inculpé. Mieux, le 10 février, sa possible inculpation a été repoussée de 30 jours par le procureur de Manhattan.

La Serbie au bord de la faillite

La Serbie est touchée de plein fouet par la récession avec des caisses d'État vides et les comptes de 60 000 entreprises bloqués à cause de leurs dettes envers l'État, les banques ou les fournisseurs. Le niveau de la production est désormais en dessous de celui de 2005. Les revenus de l'État ont baissé de 20 % et l'inflation redémarre (3 % rien qu'en janvier). La balance commerciale est déficitaire de 8 milliards d'euros et l'État ne peut plus emprunter, les institutions financières n'étant plus disposées à les garantir. Seule ouverture possible, l'octroi de crédits par le Fonds monétaire international (qui ne paraît pas disposé à en accorder) et la Commission européenne, ce qui devrait renforcer les pressions sur le gouvernement de Belgrade en matière de recherche de « criminels de guerre ».

► Le contenu d'une thèse sur l'enseignement de la religion islamique provoque de vifs remous en Autriche. Son auteur, **Mouhanad Khorchide**, lui-même musulman et enseignant en religion, a interrogé 210 enseignants musulmans exerçant en Autriche : 22 % rejettent totalement la démocratie et le principe des droits de l'homme. Pour apaiser le débat, le ministère de l'Éducation a décidé que désormais l'enseignement de la religion islamique serait désormais contrôlé par l'État.

► Le rabbin **Elior Hen**, qui dirigeait une petite secte fondamentaliste à Jérusalem, a été impliqué dans de très graves cas de maltraitance d'enfants (avec lésions cérébrales irréversibles), justifiés par le « maître spirituel » pour « nécessité mystique ». Il s'est enfui au Brésil, refaisant surface dans la communauté locale. Israël a présenté une demande d'extradition mais l'avocat de Hen prétend qu'il est inextradable, les faits s'étant déroulés à Beitar Illit, dans une enclave en Palestine occupée, c'est-à-dire un « territoire conquis qui n'est pas placé sous juridiction israélienne ». Selon lui, la justice brésilienne ne peut donc donner une suite favorable à la demande, malgré l'accord d'extradition existant entre les deux pays…

► L'Albanie (musulmane) est prête à accueillir le système *ABM* américain (bouclier antimissiles) si Washington le demande à Tirana a indiqué, le 22 février, le Premier ministre **Sali Berisha**.

► En règle générale, la production d'électricité et du PIB sont étroitement corrélées. Or la production d'électricité a reculé très fortement au cours des trois derniers mois (plus de 25 %) sans que le PIB recule (seulement -3 % des exportations en glissement annuel en décembre). Ce qui suscite la perplexité des sinologues qui s'interrogent de plus en plus sur la fiabilité des statistiques chinoises…

► La synagogue Tiferet Israel de Caracas (Venezuela) avait été vandalisée le mois dernier, avec désactivation du système d'alarme, coupure de l'électricité, destruction d'objets religieux, vol de la liste des juifs de Caracas et inscriptions antisémites sur les murs. Les associations communautaires avaient aussitôt dénoncé le « renouveau de l'antisémitisme », accru, selon eux, par les prises de positions antisionistes du président **Ugo Chavez**. Les responsables ont été arrêtés à la mi-février : il s'agit de l'un des gardiens de la synagogue et du garde du corps du rabbin de la synagogue.

► Les sondages accordent désormais 5 sièges au British National Party (*F&D* 270) aux prochaines élections européennes. Dans une élection locale (équivalent d'une élection cantonale) à Swanley (Kent), qui s'est déroulée la semaine dernière, son candidat a obtenu le score record de 41 %, alors que le Labour s'est littéralement écroulé. Et un sondage lui donne 28 % dans une élection à la mairie de Thringstone (Leicestershire). Le BNP avait obtenu 6,4 % mais aucun élu en 2004. Il lui faut obtenir entre 8 et 13 % selon les douze régions pour avoir des élus.

POLITIQUE

► Même si elle assure aujourd'hui n'être pas intervenue dans le dossier du terroriste italien **Cesare Battisti** (échappé de France et réfugié au Brésil), **Carla Bruni-Sarközy** n'en a pas moins rencontré tout dernièrement durant une heure et demi l'écrivain d'extrême gauche **Fred Vargas**, qui préside le comité de soutien au terroriste. Ce qui ne plaide pas vraiment pour l'indifférence.

► C'était jusque-là l'apanage de la gauche : neuf députés UMP (**André Wojciechowski**, **Olivier Dassault**, **Patrice Debray**, **Alain Ferry**, **Philippe Armand Martin**, **Christophe Priou**, **Didier Quentin**, **Francis Saint-Léger**, **Bruno Sandras**) ont déposé une proposition de loi « visant à autoriser le fait de mourir dans la dignité », c'est-à-dire « l'euthanasie » comme le reconnaît lui-même le premier signataire, **André Wojciechowski**. En novembre 2008, le sénateur UMP **Alain Fouché** avait déposé une proposition de loi similaire, mais celle-ci n'avait pas été inscrite à l'ordre du jour de la Commission des affaires sociales du Sénat.

Document mis en distribution le 19 février 2009

N° 1344

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TREIZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 18 décembre 2008.

PROPOSITION DE LOI

visant à **autoriser** *le fait de* **mourir** *dans la* **dignité**,

(Renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du Règlement.)

présentée par Messieurs

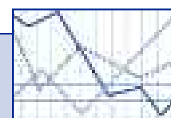
André WOJCIECHOWSKI, Olivier DASSAULT, Patrice DEBRAY, Alain FERRY, Philippe Armand MARTIN, Christophe PRIOU, Didier QUENTIN, Francis SAINT-LÉGER et Bruno SANDRAS,

députés.

► Autre exemple de cette « culture de mort » : Le député UMP des Ardennes **Bérangère Poletti** avait déposé un amendement au projet de loi sur l'hôpital visant à « étendre aux sages-femmes la pratique des interruptions volontaires de grosses par voie médicamenteuse ». Devant le tollé de la profession (hostile à plus de 65 % à la pratique des avortements), cette féministe a finalement retiré son amendement.

☛ Ils ne connaissent pas la crise. Le 14 février, un discret arrêté au *Journal officiel* a fait passer de 149 000 à 220 000 euros l'indemnité annuelle brute versée au président de l'Autorité des marchés financiers, en l'occurrence l'ancien secrétaire d'État aux Affaires européennes (ex-socialiste) **Jean-Pierre Jouyet** (qui ne cesse pas de répéter qu'il est « toujours de gauche »). Le tout, avec effet rétroactif au 15 décembre 2008, jour de sa nomination.

► Assistant parlementaire du député socialiste **Armand Jung** et maire-adjoint de Strasbourg (responsable des « quartiers difficiles »), **Eric Elkouby** a été interpellé par la police, dans la nuit du 14 au 15 février, après avoir tenté d'incendier des poubelles et une bâche de chantier. Justification : un « coup de blues » après avoir fait l'objet de remarques antisémites… en décembre 2008.



Les « confettis » de l'Empire



► L'UMP met en place ses nouvelles techniques de communication : pour seulement 15 000 euros, ils ont envoyé, à la suite de la prestation de **Nicolas Sarközy** à la télévision , un SMS à 150 000 militants.

► Crise ouverte entre la France et les milieux souverainistes québécois, très puissants, à la suite de la remise, par **Nicolas Sarközy**, du grade de commandeur de la Légion d'honneur au Premier ministre du Québec **Jean Charest**. Le président de la République, dans une sortie non reprise par la presse française mais largement répercutée outre-Atlantique, a accusé les souverainistes de « sectarisme », « enfermement sur soi-même » et « détestation de l'autre », remettant ainsi en cause toute la politique d'amitié (notamment gaulienne) dans cet État francophone. Nicolas Sarközy, montrant ainsi qu'il ignorait tout de la situation québécoise, a textuellement déclaré : « Croyez-vous, mes amis, que le monde, dans la crise sans précédent qu'il traverse, a besoin de division, a besoin de détestation ? Est-ce que pour prouver qu'on aime les autres, on a besoin de détester ses voisins ? Quelle étrange idée ! […] Ceux qui ne comprennent pas cela, je ne crois qu'ils nous aiment plus, je crois qu'ils n'ont pas compris que, dans l'essence de la francophonie, dans les valeurs universelles que nous portons au Québec comme en France, il y a le refus du sectarisme, le refus de la division, le refus de l'enfermement sur soi-même, le refus de cette obligation de définir son identité par opposition féroce à l'autre. »

► Le mandat du président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, chargée d'émettre des recommandations sur les projets de loi relatifs aux libertés publiques, a pris fin en décembre 2008. Aucun successeur n'a été désigné par le gouvernement. Du coup, la CNCDH, qui compte 48 membres, ne se réunit plus depuis deux mois…

KIOSQUE

✷ Le Conseil supérieur de l'audiovisuel ignore la crise. Pour son vingtième anniversaire, le 3 février, était organisé un somptueux raout au *Pavillon Gabriel*, où étaient invitées environ 1 500 personnalités. Selon les habitués, le budget était de l'ordre de 100 à 150 euros par personne…

► Crise oblige, le groupe industriel EADS présidé par **Louis Gallois**, qui va se recentrer sur ses activités premières, devrait céder sa participation dans la lettre confidentielle (de gauche) *Le Pli*.

► Nommé directrice générale d'Unifrance, c'est-à-dire l'organisme chargé de la promotion du cinéma français dans le monde, **Régine Hatchondo** était conseillère culturelle du maire socialiste de Paris **Bertrand Delanoë** depuis 2008, après avoir été responsable du cinéma auprès de la Ville de Paris de 2002 à 2008.

► Patron d'Iliad (*Free*), **Xavier Niel** vient de prendre des participations dans le site d'information d'**Edwy Plenel**, *Mediapart*, et dans celui de **Nicolas Beau**, *Bakchich*. Il soutient également financièrement *Vendredi*, un hebdomadaire papier qui couvre l'actualité internet.

► *Le Bulletin célinien* (BP 70, 1000 Bruxelles 22, Belgique) de février est presque intégralement consacré à l'écrivain et journaliste **Lucien Combelle**, animateur notamment de *Révolution nationale*.

► Très bon dossier (arrivant aux mêmes conclusions que nous) sur *« Le Réchauffement climatique » : Une grande supercherie?*, dans la nouvelle livraison d'*Action familiale et scolaire* (31 rue Rennequin, 75017 Paris).

► Excellent numéro du *Choc du mois* (en kiosque et 51 boulevard Garibaldi, 75015 Paris), de plus en plus riche, avec un dossier central consacré à *Oui, les races existent!* (*Arrêtons l'hypocrisie sur l'existence des races*, *Les « halogroupes » valident les bonnes vieilles races*, *Vers une société multiraciste*, *Qui relèvera le flambeau de la blanchitude*, *« Tant que les Blancs n'agiront pas ensemble, ils seront dominés »*, etc.). Long entretien avec le géopolitologue **Aymeric Chauprade** et la *fatwa* dont il a été l'objet (cf *F&D* 270), entretien avec l'écrivain **Michel del Castillo** (« Je ne peux pas dire que j'aurais été anti-franquiste »), lettre ouverte à **Marc-Edouard Nabe**, etc. À la suite d'une restructuration, le prochain numéro ne sortira que fin avril et la revue reprendra une parution normale à partir de début juin.

► Très bon numéro du magazine nationaliste *Réfléchir & Agir* (BP 80432, 31004 Toulouse cedex 6) qui consacre un grand dossier à l'avenir du nationalisme français, *Où va l'extrême droite? vers le dépôt de bilan ou la renaissance?* : présentation des sept grandes familles de la droite nationale, *Le Pen et le Front national, 35 ans de luttes pour en arriver là!*, *Vers quelle recomposition? Existe-t-il une alternative crédible à Marine Le Pen?*, entretiens particulièrement intéressants avec **Dominique Venner** et **Jean-Marie Le Pen**, etc.

► La revue catholique *Civitas* (20 place de la Chapelle, 75018 Paris) consacre un gros dossier à *La Subversion maçonnique* (*Les Relais de la franc-maçonnerie dans la société française*, *L'Action de la franc-maçonnerie dans la société française*, *La Condamnation de la franc-maçonnerie par les papes*, etc.).

► Animée par **Jean-Yves Le Gallou**, la fondation Polémia (60 ter rue Jean-Jacques Rousseau, 92500 Rueil-Malmaison) publie un court, mais très utile et pratique, *Dictionnaire de novlangue*, suivi de *La Bataille du vocabulaire*. Un glossaire à utiliser chaque jour pour décrypter l'actualité. Un exemple : « Africain. Mot sidérant : homme pauvre qui vit originellement en Afrique. Note : Selon l'idéologie dominante un Africain immigrant en Europe devient, grâce à l'éducation et à la démocratie de marché, un Européen auquel il est par nature égal sinon supérieur; à noter que les Sud-Africains d'origine européenne n'ont jamais été considérés comme des "Africains" par l'idéologie dominante. »

► Spécialiste de la question juive, **Hervé Ryssen** signe un nouvel ouvrage, tout aussi explosif que les précédents, *Le Miroir du judaïsme*, sous-titré *L'Inversion accusatoire* (26 euros plus port à Éditions Baskerville, SDE Domiciliation, 14 rue Brossolette, 92300 Levallois), centré autour de trois sous-parties : l'identité juive, la psychopathologie du judaïsme, la psychanalyse du judaïsme. Comme d'habitude, l'ouvrage est largement composé d'extraits d'ouvrages et de revues communautaires, tous soigneusement référencés.

► Le plus important ouvrage jamais consacré au Groupe de Bilderberg, *La Véritable histoire des Bilderbergers* (index) de **Daniel Estulin**, vient de paraître aux Éditions Nouvelle Terre. Sur près de 400 pages, on y trouve les listes des membres de ce groupe mondialiste très fermé, divers documents internes, de nombreuses photos et une présentation complète de son action depuis sa création en 1954. Un ouvrage majeur pour comprendre les menées mondialistes des personnalités les plus puissantes de la planète. On regrettera seulement l'absence d'une liste exhaustive des membres présents et passés (*F&D* est la seule revue française à publier, presque chaque année, la liste complète des Bilderbergers et à évoquer en détail leur action).

► Sortie du n° 4 de *Le Caporal*, la revue du Cercle des amis de Jacques Perret (c/o Jean-Baptiste Chaumeil, 16 rue Brézin, 75014 Paris). Par ailleurs, Le Dilettante vient d'éditer *Enfantillages*, un recueil de six nouvelles sélectionnées parmi la trentaine écrites par **Jacques Perret**.

► Le maire PS de Metz **Dominique Gros** envisage de débaptiser un certain nombre de rues de sa commune. Seraient visées, selon *Le Républicain Lorrain* (*Ces rues qui sentent le soufre*, 1er février 2009), les rues Cavaignac, du Docteur Carrel, Maurice Barrès et le pont Déroulède. Pour le maire-adjoint à la Culture **Antoine Fonté**, « pour le moment, il n'y a rien de définitif; je pense que cela se fera dans les semaines à venir. »

KIOSQUE

► Catalogues de livres anciens à petits prix. 1) 1842 romans et biographies littéraires de A à H aux *Oies sauvages* (BP 16, 77343 Pontault-Combault cedex et *www.oies-sauvages.fr*). La seconde partie, de I à Z, paraîtra dans quelques semaines. 2) Scoutisme, livres pour la jeunesse, religion et histoire chez **Gilles Depardieu** (38-40 rue Joubert, 89000 Auxerre). Prix très modérés.

► Installée jusqu'alors dans le VIe arrondissement, *L'Échoppe médiévale* vient de rejoindre le 10 rue Friant dans le XIVe arrondissement de Paris. On y trouve de nombreux objets à caractère identitaire.

✸ Vedette de la « télé réalité », **Loana** avait fait dernièrement les gros titres des journaux pour une curieuse agression dont elle aurait été l'objet. Depuis, elle assure ne plus se souvenir de rien, évoquant seulement une « petite dispute » avec son petit ami survenue quelques jours auparavant.

► Séparé de **Marie Drucker**, l'ancien ministre UMP **François Baroin** vit désormais avec la comique **Michèle Laroque.**

► L'actrice mexicano-américaine **Salma Hayek** a épousé, le 14 février, le milliardaire **François-Henri Pinault**, héritier de l'empire créé par son père. Déjà parents d'une petite fille, le couple avait rompu ses fiançailles, avant de se réconcilier quelques mois plus tard.

► De l'époque romaine, il reste essentiellement à Paris les Arènes et les Thermes de Cluny. Pour aider à imaginer le reste, une belle exposition, *Les Grands monuments de Lutèce : premier projet urbain de Paris*, est organisée, jusqu'au 31 janvier 2010, dans la crypte archéologique du parvis Notre-Dame-de-Paris.

► *Giorgio de Chirico. La Fabrique des rêves*. Très belle exposition, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 24 mai. L'immense peintre italien (1888-1978), créateur de la peinture « métaphysique », passé par le futurisme et le surréalisme, revint aux classiques au grand dam des tenants de l'art contemporain. Il n'est évidemment pas clairement expliqué qu'il fut un adepte du fascisme italien (une salle lui est réservée lors de la Biennale de Venise en 1942).

► Jusqu'au 19 avril, exposition, au Musée de Normandie à Caen, consacrée à *Michel de Boüard (1909-1989), un intellectuel dans son siècle*. Fondateur du Musée de Normandie en 1945, ce grand historien, rénovateur de l'archéologie médiévale en France, avait pris la défense de l'historien révisionniste **Henri Roques**, après sa soutenance de thèse sur le « document **Gerstein** ». Ce qui avait valu à cet ancien résistant-déporté d'être traîné dans la boue et mis au ban de l'université française.

► Bel hommage, jusqu'au 25 mars, à l'écrivain breton **Jean-Edern Hallier**, avec l'exposition *Jean-Edern Hallier, le peintre, l'écrivain, l'homme public* à la mairie du VIe arrondissement de Paris (78 rue Bonaparte, 75006 Paris).

► **Jennifer Kewley Draskau**, chercheur à l'université de Liverpool, vient de publier le premier dictionnaire de gaélique manx, une langue qui a disparu vers 1850, à partir des rares volumes (notamment une Bible) imprimés dans cette langue.

► **Steven Spielberg** débute le tournage des *Aventures de Tintin*. L'interprète retenu pour incarner le journaliste aventureux est l'anglais **Jamie Bell**, vedette de *Billy Eliot*. Le premier épisode (il devrait y en avoir au moins deux, peut-être trois), en cours de tournage, est *Tintin et le secret de la Licorne*. **Daniel Craig** (l'un des **James Bond**) y interprète **Rackham Le Rouge** tandis que **Gad Elmaleh** a été retenu pour le rôle d'**Omar Ben Salaad**, **Toby Jones** pour le **Professeur Tournesol** et **André Serkis** pour le **Capitaine Haddock.** Les **Dupondt** sont incarnés par **Simon Pegg** et **Nick Frost** (*Shaun of the Dead*).

► Nouvelle perquisition, le 18 février, au domicile belge du révisionniste français **Vincent Reynouard**, à l'occasion de son anniversaire (la police espérait qu'il serait venu voir sa femme et ses enfants). On peut soutenir sa famille en écrivant à **Urbain Cairat** (CP 1528, CH-1820 Montreux, Suisse).

► Décès, le 5 février, de l'écrivain, poète et journaliste **Ricardo Paseyro.** Né en 1925 à Mercedes (Uruguay), il avait découvert Paris, en 1949, à l'occasion du congrès des combattants pour la paix organisé par le Parti communiste soviétique et ses satellites. Ayant viré peu après sa cuti, il avait épousé, en 1953, la fille du poète Jules Supervielle (né à Monteviedo, Uruguay…). Fin connaisseur de la littérature hispanique, il fut aussi bien l'ami de **Dominique de Roux** que d'**Emil Cioran**, de **Serge de Beketch** que de **Guy Debord.** C'est à la suite d'une campagne qu'il avait conduite, exhumant ses pires textes communistes, que le prix Nobel de littérature ne fut pas accordé à **Pablo Neruda.** Représentant diplomatique de l'Uruguay en France durant une quinzaine d'années, il fut destitué par les militaires en 1974, obtint alors la nationalité française et s'installa définitivement à Paris. Rédacteur en chef de la revue politique et littéraire *Contrepoint*, il collabora à *L'Aurore*, *Paris-Match*, au *Figaro* mais aussi à *Minute* ou *La Parisienne.*

► Né en 1912 à Weissenfels, **Konrad Dannenberg** est décédé le 17 février à Birmingham (États-Unis). Ingénieur en mécanique de l'université de Hanovre, il avait travaillé durant la Seconde Guerre mondiale à la base de fusées (notamment les *V2*) de Peenemünde, aux côtés de **Werner von Braun.** Récupéré par les services secrets américains et installé outre-Atlantique, il fut l'un des principaux cadres de la « course à la Lune ». Il joua un rôle majeur dans la fabrication des fusées *Redstone*, *Jupiter* et *Saturn* (c'est la fusée *Saturn V* qui envoya le premier astronaute américain dans l'espace).

► La Fête du livre de *Radio Courtoisie* se tiendra le dimanche 14 juin de 14 à 18 h à l'espace Champerret (Paris XVIIe). **Emmanuel Ratier** et *Faits & Documents* seront présents.



POLITIQUEMENT INCORRECT



▶ Culture « bling bling ». Interrogé sur le côté « bling bling » de **Nicolas Sarközy**, **Jacques Séguéla**, ancien publicitaire de **François Mitterrand** passé au sarközysme le plus outrancier, a choqué nombre de téléspectateurs, le 13 février, sur *France 2*, en déclarant : « Si à 50 ans on n'a pas une Rolex (NDA : montre tapageuse de grand luxe), on a raté sa vie ! ». Ou comment la réussite est censée se loger dans une montre…

▶ Remettant en cause le principe des langues régionales, un dossier est actuellement en cours d'examen à la Halde concernant une annonce demandant à un candidat à l'embauche de parler l'alsacien.

Deux jeunes Anglaises de 16 ans, **Raegan Booth** et **Aby Western**, sont en cours d'exclusion de la Rednock School de Dursley (Gloucerstershire) au motif qu'elles sont naturellement (non décolorées) « trop blondes » (« *too blonde* »). La direction de l'école leur a même demandé de choisir une couleur « plus foncée ».



▶ Nouvelle atteinte aux droits des automobilistes. À partir d'avril 2009, la procédure « véhicule endommagé » entre en vigueur : lors d'un contrôle ou d'une verbalisation, les forces de l'ordre pourront décréter, sans justification ni recours, que votre auto ou votre moto présente un danger, ce qui entraînera la confiscation de la carte grise, le remorquage à vos frais chez un expert et l'expertise du véhicule à vos frais. Si l'expert juge le véhicule en bon état, vous pourrez récupérer votre carte grise mais les frais resteront à votre charge. Si l'expert n'est pas satisfait, la réparation sera obligatoire. Elle devra être effectuée par un professionnel et nécessitera ensuite une contre-visite d'expert, qui vérifiera de nouveau le véhicule, toujours à vos frais.

Le président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, l'ex-membre du PS **Georges Frêche**, vient de faire une série de sorties tonitruantes, lors d'un cours dispensé aux élèves de la faculté de droit de Montpellier, scrupuleusement rapportées dans le journal *Perpignan, Tout va bien* : « On s'en fout des agriculteurs, on s'en fout […] Quand je fais une campagne, je ne la fais jamais pour les gens intelligents […] Je fais campagne auprès des cons et là je ramasse des voix en masse. Dans deux ans, pour être de nouveau élu, je ferai campagne sur des conneries populaires, pas sur des trucs intelligents que j'aurai fait […] Si je distribue des boites de chocolat à Noël à tous les petits vieux de Montpellier, je ramasse un gros paquet de voix […] Les cons sont majoritaires et moi j'ai toujours été élu par une majorité de cons et ça continue parce que je sais comment les "engrener", "j'engrene" les cons avec ma bonne tête, avec des histoires de cul, etc. Ça a un succès fou […] les cons sont de plus en plus cons et en plus ils sont bien dans leur connerie […] Là, les Catalans me font chier, mais je leur tape dessus parce qu'ils m'emmerdent, mais, dans deux ans, je vais me mettre à les aimer, je vais y revenir, je vais leur dire, "mon Dieu, je me suis trompé, je vous demande pardon", et ils diront " qu'il est intelligent", ils me pardonneront, ils en reprendront pour six ans. »

▶ En raison de la récession et du retour du « protectionnisme », nombre de produits en provenance de Chine sont désormais cachés dans des emballages « made in CE ». Pour identifier la véritable origine du produit contenu, il faut regarder les trois premiers chiffres sur le code-barre, qui donne le code du pays où le produit a été réalisé. Tous les numéros de 690 à 695 concernent la Chine (de 30 à 37, les produits sont français, de 40 à 44 allemands, avec 49, ils sont japonais, de 00 à 13, ils proviennent des États-Unis ou du Canada, etc.).

▶ Les employés à temps partiel sont les premiers touchés par les réductions d'effectifs dans les entreprises japonaises. Ceux d'origine étrangère, brésilienne essentiellement (qui sont arrivés en masse à partir de 1989 et sont aujourd'hui 316 000), sont particulièrement touchés par les licenciements, étant affectés dans des tâches souvent ingrates, dites « 3K » au Japon, pour « kitsui » (dur), « kitanai » (sale) et « kiken » (dangereux).

▶ Il lui aura fallu trois ans : le défenseur de l'équipe d'Italie **Marco Materazzi** a obtenu des dommages et intérêts de trois journaux britanniques qui avaient affirmé qu'il avait traité **Zinedine Zidane** de « fils de putain terroriste » lors de la finale du Mondial 2006.

Faits & Documents, bimensuel édité par Faits & Documents, BP 254-09, 75424 Paris cedex 09, France. Tel/fax : 01 40 16 80 92
Directeur de publication : Emmanuel Ratier. Site Internet : *www.faits-et-documents.com*
© Faits & Documents 2009. Reproduction strictement interdite. E-Mail : *faitsetdocuments@europe.com*
Mis en page par Riwal Communication. Commission paritaire N°1010I87151. ISSN 1268-5690. Imprimé par Dalex, Bourg-la-Reine.
Abonnement annuel (21 nos + 1 index) : 78 € (soutien : 100 €) ; 6 mois (10 nos) : 46 € ; 3 mois (5 nos) : 31 €.